

Accompagnement pédagogique
des bénéficiaires du dispositif
« Cadres d'avenir pour Mayotte »

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**










Consultation n°

2025-006-PREF976-SGA





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	12
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
8.	LITIGE ET SANCTIONS.....	17
9.	FIN DU CONTRAT.....	18

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	L'accompagnement pédagogique, à la préparation à la mobilité et à l'insertion à l'emploi des bénéficiaires du dispositif "Cadres d'avenir pour Mayotte".
	Acheteur	Préfecture de Mayotte
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Sur le territoire de Mayotte, à La Réunion et en France hexagonale
	Délai	La durée d'exécution des prestations est d'une année à compter de la date notification du marché
	Pénalités de retard	Article 8.1 du présent document
	Variation des prix	Révisable
	Nature des prix	Prix forfaitaires et unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et de services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : la préparation à la mobilité, l'accompagnement pédagogique et l'insertion à l'emploi des bénéficiaires du dispositif « Cadres d'avenir pour Mayotte ».

Le dispositif "Cadres de Mayotte" vise à promouvoir la formation de cadres locaux à travers la sélection de personnes à fort potentiel pour effectuer une formation universitaire à La Réunion ou dans l'Hexagone pour une durée maximale de 5 ans, avec une obligation de revenir exercer une activité professionnelle à Mayotte pendant une durée minimale de 3 ans. Son objectif principal est de former des personnes à fort potentiel sur des secteurs dits en tension de recrutement afin de contribuer au développement du territoire. Par ailleurs, ce programme est aussi pensé pour soutenir ses bénéficiaires durant leurs études afin qu'ils puissent se former sereinement par une sécurisation de leurs parcours, tout en préparant leur insertion professionnelle au sein de leur territoire d'origine.

■ Lieu d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations se situent **sur le territoire de Mayotte et sur le lieu d'accompagnement des bénéficiaires du dispositif (La Réunion et la France hexagonale)**.

■ Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire de chaque lot un marché sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Ces nouveaux marchés ne pourront pas dépasser 25% du montant total de chaque marché dans le secteur de l'entité qui passe le marché et ne pourra avoir seulement pour objet que la répétition de

prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché, dans le respect des éléments annoncés lors de la consultation initiale.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- acte d'engagement et ses éventuelles financières ;
- cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- CCAG Fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- cadre de réponse technique et mémoire technique du candidat ;
- actes spéciaux de sous-traitance, actes d'exécution et modificatifs postérieurs à la notification du marché.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur « **Préfecture de Mayotte** », représenté par le Secrétariat général commun (SGC).

Le service prescripteur, représenté par le Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR), sera chargé de l'exécution du marché.

Adresse et coordonnées :

Préfecture de Mayotte
Secrétariat général commun pour les affaires régionales (SGAR)
Mamoudzou
97600

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation :

Les prestations sont décomposées comme suit en 3 lots.

N° du lot	Intitulé	Objet
Lot 1	Préparation à la mobilité	<i>Le titulaire devra présenter une offre pour la préparation à la mobilité des candidats sélectionnés, telle que décrite à l'article 3.1 du CTP et en lien avec le titulaire la phase n°2 du marché.</i>
Lot 2	Accompagnement pédagogique	<i>Le titulaire devra présenter une offre en accompagnement pédagogique des bénéficiaires du programme durant leurs études, tel que décrit à l'article 3.2 du CTP.</i>
Lot 3	Préparation à l'insertion dans l'emploi à Mayotte	<i>Le titulaire devra présenter une offre en accompagnement pédagogique des bénéficiaires du programme durant leurs études, tel que décrit à l'article 3.3 du CTP.</i>

■ Forme du contrat :

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

N° du lot	Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
Lot 1	Sans montant minimum	40 000,00 €
Lot 2	Sans montant minimum	1 000 000,00 €
Lot 3	Sans montant minimum	200 000,00 €

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il s'exécute par émission successive de bons de commande selon les besoins des administrations bénéficiaires. L'émission des bons de commande peut être réalisée jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes pourront s'exécuter au plus tard 6 mois après la date de fin de l'accordcadre. Cependant l'engagement comptable devra avoir été fait avant la date d'échéance de celui-ci.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,

- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Délais d'exécution :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification.

L'accord-cadre est reconductible expressément pour 3 périodes de 12 mois chacune.

La durée maximale du contrat toute période confondue est de quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, la décision de la préfecture de Mayotte est notifiée au titulaire, par tout moyen conférant une date certaine de réception, avec un préavis de un (1) mois avant la date d'expiration de la période en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ Délais de remise des documents :

Le titulaire remet un bilan analytique trimestriel détaillé de la phase dont il est chargé et, d'un bilan individualisé des bénéficiaires.

■ Émission et exécution des bons de commande :

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande émis par la personne publique et signée par un représentant habilité. Les services prescripteurs établissent, sous leur seule responsabilité, les bons de commande selon leurs modalités propres.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du lot et l'objet de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro de la commande
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- le nom et l'adresse du service qui a passé la commande ;
- le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- l'adresse de facturation ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;

- le montant total du bon de commande, calculé sur la base des prix unitaires du marché, mentionnant le prix HT ;

Aucun minima de commande ne peut être exigée.

La personne publique se réserve la possibilité d'émettre un bon de commande global sur la base d'une estimation chiffrée des prestations à réaliser. Il pourra être émis un bon de commande global par titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard quatre (4) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La dénonciation ou la résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

■ **Commande de prestations non- prévues au BPU**

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à titre exceptionnel, des besoins directement rattachés à l'objet du marché et non prévus aux bordereaux des prix unitaires surviennent, le titulaire transmet à la demande de la personne publique un devis détaillé. Le devis comporte une décomposition du prix précisant les postes de dépenses par nature. Les prestations sont contractualisées sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant. Ce devis doit avoir été accepté de manière formelle et écrite par le représentant de la personne publique avant tout commencement d'exécution des prestations.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires et à prix unitaires**, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

■ **Contenu des prix :**

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en euros, remise(s) déduite(s). Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que fixées au présent accord-cadre, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le prix forfaitaire est réputé comprendre les frais de main-d'œuvre (y compris déplacement, restauration et hébergement des personnels du Titulaire), la fourniture des prestations nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre, assurance et transport jusqu'à l'exécution de la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que définies dans le marché public.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 19.1.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix unitaires sont réputés comprendre notamment :

- Pour les prestations de service, l'ensemble des frais afférent à la main d'œuvre (y compris transport, hébergement et restauration des personnels du Titulaire).
- Pour les fournitures, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance.

■ Frais de coordination :

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

La TVA n'est pas applicable à Mayotte.

■ Variation des prix :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Ils sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (001565196 (n-3) / 001565196 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 001565196 « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) ».

■ Encadrement de la variation des prix :

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution puis pourront être révisés une fois par an à chaque date de renouvellement du marché (date anniversaire déterminé en fonction de la date de notification de l'accord-cadre), à l'occasion des reconductions suivantes de l'accord-cadre suivant les modalités fixées ci-après :

- Sur demande du Titulaire au pouvoir adjudicateur pour acceptation avant application.
- La demande de révision de prix se fera annuellement, devra être adressée par le titulaire du marché au plus tard deux (2) mois avant son entrée en vigueur (date de référence = date anniversaire du marché) via l'adresse mail : sgc-achat@mayotte.gouv.fr
- La révision se fait à la hausse comme à la baisse
- Chaque nouveau tarif accepté par le Pouvoir Adjudicateur sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du marché.

- Les nouveaux tarifs deviennent contractuels qu'après validation par le Pouvoir Adjudicateur prononcée dans le délai maximum d'un (1) mois à compter de leur date de réception. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisée permettant une traçabilité.
- Les révisions de prix ne s'appliqueront qu'aux factures correspondant à des commandes postérieures à la date d'acceptation de révisions de prix.

En l'absence de nouveaux prix ou dans l'hypothèse où ils seraient communiqués en dehors du préavis indiqué, le titulaire est informé que les prix qui seront appliqués sont les prix précédemment en vigueur. Aucun nouveau prix ne sera appliqué sans validation préalable du pouvoir adjudicateur.

■ **Clause de sauvegarde**

L'acheteur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par rapport aux prix consentis pendant les 12 mois précédents la révision.

Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

En cas de circonstances imprévisibles et exceptionnelles entraînant une augmentation supérieure à 5 %, le titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur toutes pièces utiles justifiant les variations économiques subies. Une négociation pourra alors être engagée et un avenant pourra être conclu.

■ **Clause suspensive**

En cas d'arrêt momentané de l'activité, décidé par un membre du groupement ou son représentant, ayant pour effet l'immobilisation de l'équipement, le montant de chaque bon de commande sera minoré du montant proportionnel à la période d'immobilisation.

5.2. **Conditions de paiement**

■ **Avance :**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Sauf renoncement, une avance est prévue pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 20,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement début lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la

commande publique.

■ **Acompte :**

Conformément à l'article R.2191-20 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement selon les modalités de règlement précisées à l'article 11 du CCAG FCS. Il en sera de même pour les sous-traitants formellement agréés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché adresse au SGAR :

- La facture d'acompte datée et signée en original,
- Accompagnées d'un compte rendu de l'état d'avancement,

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle de service fait sur les acomptes et de demander des justificatifs.

→ **Périodicité de versement**

Le versement des acomptes interviendra selon les modalités suivantes :

- Acompte 1 : 30% du montant TTC du bon de commande lorsque le taux de réalisation effectif du bon de commande aura atteint 30% des prestations commandées.
- Acompte 2 : 40% du montant TTC du bon de commande lorsque le taux de réalisation effectif cumulé du bon de commande aura atteint 70% des prestations commandées.

En cas de sous-traitance, le montant des acomptes sera fonction du tableau récapitulatif de la sous-traitance qui précise la décomposition des prix entre le titulaire et les différents sous-traitants formellement agréés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les factures d'acomptes des sous-traitants seront validées par le titulaire du marché.

→ **Paiement du solde**

Le solde de 30 % minimum sera versé à la fin du bon de commande au vu des documents contractuels et du décompte général définitif qui vaudra facture de solde.

Au plus tard trois mois après la fin effective du bon de commande, le titulaire du marché produira le Décompte Général Définitif signé et daté, en 2 exemplaires ; Le titulaire y indiquera les dates réelles de déroulement de l'action.

Tous ces documents (factures et annexes) seront envoyés au SGAR.

■ **Paiement des membres du groupement (cotraitants) :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Paiement des sous-traitants :

En application Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai adjudicateur, dans un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Formule

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur : la notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

6.2. Vérification des prestations

■ Opérations d'autocontrôle du titulaire

La SGAR n'a pas à se substituer au titulaire en ce qui concerne le suivi et le contrôle de la réalisation des prestations qu'il exerce naturellement envers le personnel placé sous ses ordres.

De même, la SGAR ne peut admettre que le titulaire ne se base que sur les contrôles qu'il effectue pour déclencher d'éventuelles mesures coercitives.

En conséquence, la bonne exécution des prestations sera régulièrement contrôlée par le responsable désigné par le titulaire.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS. La personne chargée de cette vérification sera désignée par le pouvoir adjudicateur.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

■ Garantie des prestations :

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen :

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en place pour l'exécution du présent marché.

■ Objet de la clause de réexamen

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du marché en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du marché.

Déclenchement de la révision

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- À la demande de l'acheteur, en vue de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires ;
- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le marché.

■ Modalités de mise en œuvre

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au marché.

■ Effet des modifications

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire.

■ Limite de la clause

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des modifications substantielles au marché, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, sauf si un nouveau marché est conclu conformément à la réglementation applicable

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter l'exécution de la prestation.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des

salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité

dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Toutefois, les prestations essentielles suivantes ne peuvent pas être sous-traitées et doivent être intégralement réalisées par le titulaire : l'accompagnement pédagogique des bénéficiaires du programme.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Au regard de l'objet du marché, le titulaire qui dans l'exécution de ses missions a la collecte ou le traitement de données personnelles doit au terme du contrat, les communiquer à l'acheteur.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	100 € / jour de retard
Pénalité pour non-respect des prescriptions du cahier des charges	1 500,00 € / constat
Pénalité pour absence injustifiée aux réunions du comité de pilotage	100 € / constat
Pénalité pour absence injustifiée aux réunions du comité de sélection et de suivi	100 € / constat
Pénalité pour absence aux réunions / webinaires /entretiens individuelles	Le titulaire encourt également les pénalités suivantes : - en cas d'absence du prestataire à une réunion ou un entretien programmé, ou de désistement du prestataire dans les 2 jours ouvrés précédents la réunion ou l'entretien : 50 € / constat
Pénalité pour non transmission des comptes-rendus	100 € / constat
Pénalités pour non transmission des livrables	100 € / jour de retard
Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	500 € / constat
Non conformité des prestations de service : mauvaise exécution ou exécution partielle	750,00 € / jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Le montant des pénalités est plafonné à 20 % du montant total du marché pour chaque lot.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Lorsqu'un différend apparaît lors de l'exécution des prestations, les parties au contrat tentent de le régler par une procédure à l'amiable.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Comité consultatif du règlement amiable de Paris (CCRA) :
https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/ccra/contacts/Comite_local_Versailles.pdf?v=1756889480

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Mamoudzou
731 boulevard Younoussa Bamana
Mamoudzou
97600
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

■ **Résiliation pour événements extérieurs au marché :**

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

■ **Résiliation pour événements liés au marché :**

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

■ **Résiliation pour faute du titulaire :**

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.


Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux mises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des mises en état.

Liste des dérogations au CCAG FCS :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG ;
La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG ;
La rubrique *Pénalités* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14 du CCAG ;
La rubrique *garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG ;
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.

 **Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**
[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)

Fait en un seul exemplaire original,

Signature du pouvoir adjudicateur :	Signature du titulaire :
Fait à , le	Fait à , le